

Notes de lecture

Péchiney, France Télécom) ont «joué les incubateurs pour quelques unes des plus belles *start-up* des vingt dernières années» est lui aussi un moment de valeur. Et, fort logiquement, les auteurs préconisent de tenir compte des réalités, y compris sociologiques (la peur du risque et le besoin de sécurité des Français qui les poussent à chercher un statut ainsi que la stigmatisation sociale de l'échec) pour aider à la naissance de nouvelles entreprises. *«Ce modèle d'entrepreneuriat interne, aux résultats incontestables, semble mieux adapté culturellement à notre pays que les dispositifs à l'anglo-saxonne. Dès lors, pourquoi ne pas s'en inspirer pour mettre en place dans les grandes sociétés des dispositifs destinés à soutenir les innovations et les innovateurs dont les activités restent sous-développées parce que trop éloignées des cœurs de métier ? Plutôt que de couvrir le territoire de pépinières, de technopoles ou de guichets d'accueil pour entrepreneurs-fantômes, pourquoi ne pas aller chercher les créateurs potentiels là où ils sont ? Cette idée simple présente le double mérite de partir de l'organisation réelle - et non du modèle idéal - et d'être compatible avec le capitalisme à la française dans ses caractéristiques actuelles».*

La conclusion appelle à un projet commun. *«Or l'éradication du chômage, mise en exergue par tous les partis républicains, n'est pas un projet collectif. Il n'est qu'une condition minimale, nécessaire pour éviter la déliaison définitive de la société. La baisse des prélèvements obligatoires, le nécessaire recul de l'Etat, autre leitmotiv des politiques, sur lequel nous nous sommes largement étendus, n'est pas un projet de société non plus : il s'agit d'un minimum vital qui conditionne la survie du système. Le seul projet possible, ou plutôt les seuls projets possibles, ne sont pas d'ordre économique. Les Français ne se battront jamais pour un taux de croissance, pour des fonds de pension, ou pour une place d'honneur dans le palmarès des nations industrielles. Mais ils sont capables de se remettre en route, de sortir de leurs dogmes ringards pour sauver leurs valeurs, en leur inventant de nouvelles applications. Le défi auquel est confronté la France est bien un défi politique. Ce n'est pas le moindre des paradoxes, pour un essai d'éco-*

nomie, que d'en arriver à cette conclusion». La fin de l'ouvrage donne l'impression d'avoir été écrite un peu rapidement. Ne pas céder au « yaka fauquon » ne dispense pas les essayistes de faire un peu plus de préconisations concrètes.

En résumé l'ouvrage ne manque pas d'intérêt mais laisse un goût d'inachevé.

(M.N.A.B.)

L'ÉTAT À L'ÉPREUVE DU SOCIAL

Sous la coordination de Philippe Auvergnon, Philippe Martin, Patrick Rozenblatt, Michèle Tallard

Editions Syllepse. Collection «Le présent Avenir». 1998, 334 pages, 150 francs.

En matière de régulation sociale, l'Etat joue un rôle central en France, même si d'autres acteurs sociaux exercent des responsabilités importantes dans ce domaine, en particulier les partenaires sociaux dans le domaine de la protection sociale ou de la formation professionnelle. Si les rapports de l'Etat avec la société suscitent régulièrement de nombreuses interrogations, les transformations économiques et sociales, avec la mondialisation et la pénétration du modèle marchand libéral qui l'accompagne, l'intégration européenne ou le renforcement des dualismes sociaux, rendent ces interrogations encore plus vives.

Pour y répondre, l'ouvrage mobilise plusieurs disciplines (histoire, droit, économie, sociologie, sciences politiques) et des acteurs publics de premier plan dans l'élaboration des politiques sociales (Jean-Michel Belorgey, Marie-Thérèse Joint-Lambert). Les divers points de vue sont regroupées dans quatre approches. Un premier chapitre «Aux fondements de l'épreuve» explore les principes philosophiques, politiques et juridiques conduisant à établir l'autorité d'un Etat aux multiples visages. Le deuxième chapitre «Etat et sociétés» aborde la question de la détermination de l'espace, modelé ou toléré par l'Etat, dans lequel est produit de la «protection sociale». Le troisième «Regards sur la confrontation française» s'intéresse plus